

Opération escargot des Steco

Pas de grève hier matin. Mais une opération escargot conduite par des salariés de Steco Power, fabricant de batteries d'Outarville, placé en liquidation judiciaire en avril.

Drapeaux syndicaux ou tricolores, mégaphone et coups de Klaxon : une vingtaine de véhicules a quitté le Pithiverais en direction de Toury (Eure-et-Loir) et d'Artenay, afin d'alerter sur la situation de la société.



LIQUIDATION. Des salariés ont informé de la menace qui pèse sur le fabricant de batteries du Pithiverais.

Une menace sur 120 emplois

Gilles Hardouin, délégué Force ouvrière (FO), la résume : oui, l'activité doit se poursuivre jusqu'en juillet mais à moins de quinze jours d'un point point sur les offres devant le tribunal de commerce, « ça n'a pas bougé, il n'y a pas de repreneur ». Alors, après avoir « occupé » une partie de la RD2020, les Steco ont distribué des tracts à deux ronds-points d'Artenay, rappelant la menace qui pèse sur

120 personnes et le « dernier fabricant de batteries automobiles français », en dépit d'« investissements importants ».

Aux élus

« Nous voulons juste sauver nos emplois », insiste l'un d'eux. Volonté qui les a poussés à mener l'action la plus spectaculaire depuis le dépôt de bilan de mai 2011, quitte à être la cause de bouchons. Car la difficulté de retrouver un emploi dans le bassin de Pithiviers et ailleurs n'est jamais très loin. Mais même « désabusés », l'optimisme demeure chez

certain. Et d'en appeler « à mesdames, messieurs, les élus » pour trouver un « repreneur industriel ».

Dans un communiqué, la députée UMP Marianne Dubois assure d'ailleurs rester « informée des évolutions [...] aux côtés de l'entreprise, des élus et en relation étroite avec les services de l'État ». Quant à Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, il confirme sa solidarité et la « poursuite des contacts avec la préfecture et le ministère pour une offre de reprise ». ■